Rapport annuel sur l'état de la France 2024

SÉANCES PUBLIQUES PUBLIÉE LE 25/10/2024

Saisine liée :
SORTIR DE LA CRISE DÉMOCRATIQUE – RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT DE LA FRANCE EN 2024 (RAEF)
Formation de travail liée : COMMISSION ÉCONOMIE ET FINANCES

Avis adopté "Sortir de la crise démocratique - Rapport annuel sur l'état de la France en 2024"

1 Français sur 4 n'a pas le sentiment de faire pleinement partie de la société : le CESE appelle à renforcer le pouvoir d'agir des citoyens pour sortir de la crise démocratique

Cette année, le Rapport annuel sur l'état de la France (RAEF) met en lumière les **liens entre inégalités et démocratie**. En dépit du recul de l'inflation, les inégalités et leur accumulation pour certaines catégories de population se traduisent par un sentiment de mise à l'écart de la société et une défiance vis-à-vis des personnels politiques. Or, dans un contexte politique et budgétaire incertain, il existe des dispositifs de consultation et d'inclusion ainsi qu'une énergie citoyenne qui sont des atouts pour la France.

L'avis a été adopté en séance plénière le mercredi 23 septembre 2024 avec 135 voix pour et 1 abstention.

Découvrir le rapport complet

Lire l'essentiel du rapport (4 pages)

Le RAEF propose une analyse des forces et des fragilités de la France, des Français et des Françaises en 2024, à travers un sondage et plusieurs focus thématiques et indicateurs socio-économiques.



© Renaud Combes

Des inégalités qui se multiplient et se cumulent

Le RAEF alerte sur le fait que Les Français et les Françaises font toujours face à des difficultés financières importantes : le ralentissement récent de l'inflation est loin d'avoir neutralisé ses effets cumulés depuis deux ans.

45 % des Français estiment que leur pouvoir d'achat permet seulement de répondre à leurs besoins essentiels voire ne le permet pas (soit trois points de plus que l'an dernier).



Il faut engager une « **bataille de la proximité** » et aller au-delà des moyennes statistiques qui gomment les nuances afin d'appréhender plus précisément les difficultés rencontrées par les personnes.

Les inégalités sont observées à plusieurs niveaux de la société et, en dépit d'un système de redistribution puissant, certaines catégories et certains territoires accumulent les désavantages. Le sondage CESE-Ipsos révèle par ailleurs que, dans l'esprit des Français et des Françaises, les inégalités ont des causes multiples : disparités salariales, discriminations, inefficacité du système de redistribution, détournement des règles par certains, ou encore iniquités territoriales dans l'accès aux services.

> *58 % des Français éprouvent des difficultés d'accès au logement ; ce chiffre s'élève à 84 % pour les DROM*

Des conséquences très concrètes sur la démocratie

L'absence de perspective, le sentiment de subir davantage d'inégalités que la moyenne, et les difficultés d'accès à certains services publics peuvent alimenter un sentiment d'injustice et d'exclusion. En résulte un moindre attachement au système démocratique.

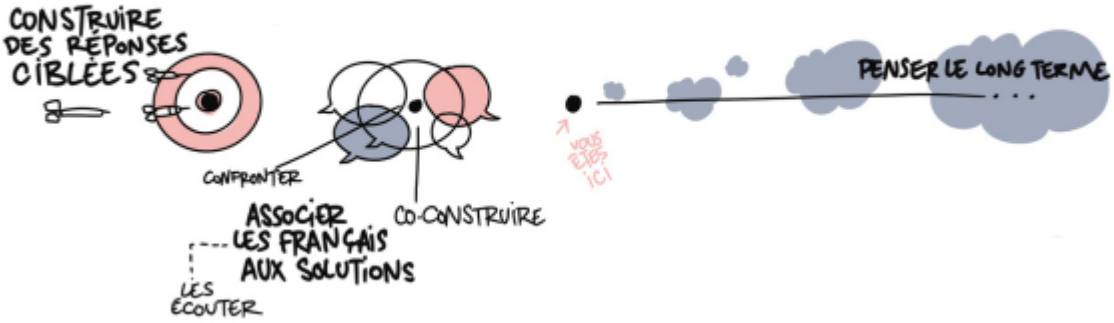
23 % des personnes interrogées estiment que la démocratie n’est pas le meilleur système politique existant.

De plus, 76 % estiment que les femmes et les hommes politiques sont déconnectés des réalités vécues par les citoyens et les citoyennes : comment alors faire confiance aux personnels politiques pour répondre de façon pertinente à leurs préoccupations ?

? **Pour aller plus loin avec le barome?tre de la confiance politique** : Le CESE est partenaire du CEVIPOF (Centre de recherches politiques de Sciences Po) qui établit chaque année le baromètre de la confiance politique. Cliquer ici pour découvrir les derniers résultats.

Renforcer le pouvoir d’agir et associer les citoyennes et les citoyens

S’il existe des dispositifs consultatifs impliquant les citoyens et les citoyennes, il s’agit aujourd’hui de se donner les moyens de passer à la co-construction sur un plus grand nombre de sujets. Le renforcement de la légitimité du citoyen dans la construction des décisions, tant au niveau local que national, alimente le cercle vertueux par lequel le citoyen se sent investi d’un pouvoir d’agir.
Le CESE rappelle la propension extraordinaire des Français et des Françaises à s’engager au quotidien : la vitalité associative dans tous les territoires en témoigne. Cette société engagée constitue une force considérable sur laquelle s’appuyer pour lutter contre les inégalités.



© Renaud Combes

La méthode du Rapport annuel sur l’état de la France

Le RAEF propose un diagnostic de la situation économique, sociale et environnementale de notre pays pour éclairer et influencer les politiques publiques. Le rapport du CESE analyse l’état de la France, des Français et des Françaises, en croisant différents indicateurs quantitatifs et statistiques.

Le rapport s’articule autour de trois volets :
? Le **sondage exclusif d’Ipsos** pour le CESE permet d’évaluer le niveau de bien-être des Français et des Françaises, leur niveau

d’optimisme pour eux, pour leurs enfants, pour l’avenir du pays et celui de la planète et de la nature, ainsi que leurs sources d’inquiétudes.
? Les **notes focus du CESE** approfondissent certaines questions en prise avec l’actualité. Ces notes proposent une analyse des enjeux démocratiques portant sur différents pans des politiques publiques (environnement -pacte vert, biodiversité-, éducation -démocratie à l’école, éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle-, travail et logement) ainsi que sur des questions transversales telles que la dette publique ou encore le pouvoir d’achat.
? Les **analyses de onze d’indicateurs socio-économiques** quantitatifs et qualitatifs : mixité sociale à l’école, espérance de vie en bonne santé, rénovation des logements, victimes de violences sexistes et sexuelles, temps de vie et transports, PIB, énergies renouvelables, artificialisation des sols, attractivité-réindustrialisation et effort de recherche, gestion de l’eau dans les Outre-mer.

La rapporteure : Claire Thoury est une sociologue, spécialiste des questions d’engagement, elle est Présidente du Mouvement associatif. Elle siège au CESE au sein du groupe des associations et est membre de la commission économie et finances et de la délégation aux droits des femmes et à l’égalité.

Découvrir le rapport complet

Lire l'essentiel du rapport (4 pages)

© - copyright CESE - Novembre 2026